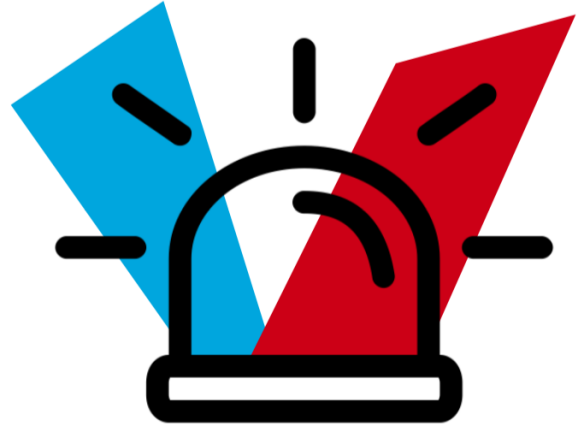


25/10/18

L'émotion a été particulièrement vive dans le monde de l'éducation suite à la publication d'une vidéo, montrant une professeure d'un lycée de la région parisienne menacée par l'un de ses élèves muni d'une arme factice, et à laquelle nous apportons tout notre soutien • Face à la réaction du ministre, qui appelait les personnels à « faire remonter » tous types d'incidents survenus dans le cadre scolaire, nombre de nos collègues ont spontanément témoigné de leurs propres souffrances • Autour du #Pas-DeVague, beaucoup d'entre eux/elles ont voulu pointer du doigt le manque de soutien de la hiérarchie • Mais rapidement, le traitement médiatique de ce phénomène inédit s'est en grande partie focalisé sur les réponses répressives à y apporter qui à traiter de manière superficiel, une question de fond • Les premières mesures annoncées par le gouvernement ont tout de l'arsenal populiste et font la part belle aux revendications de l'extrême-droite •

Le gyrophare était à portée de main et le projet certainement déjà bien ficelé. Il ne fallait plus que le déclencheur pour pouvoir voler au secours de la communauté éducative en surfant sur la vague. Depuis la révélation de cette vidéo, Jean-Michel Blanquer ne cesse de tonner : « Nous allons rétablir l'ordre ! ». A l'assemblée nationale on assiste à une véritable déferlante de propositions plus réactionnaires les unes que les autres. ChacunE y va de son couplet et du PS au RN on s'étrangle dans la surenchère. Il faut dire que tout ce monde sait bien à quel point Jean-Michel Blanquer est capable de mettre la barre très haut en matière de populisme éducatif. Celui-ci, tout à son avantage, vante alors son bilan et son projet : mettre fin à « la tendance de décennies qui parfois se caractérisaient par le laxisme ». Blanquer a pourtant été recteur dans deux académies et directeur de la DGESCO sous la présidence Sarkozy. C'est d'ailleurs probablement auprès de ce dernier qu'il a appris la bonne vieille recette consistant à instrumentaliser un fait



divers ou un événement, aussi choquant soit-il, à des fins politiques. Alors même qu'il est crucial de savoir faire la différence entre un « fait divers » et un « phénomène de société » afin d'y apporter les réponses les plus adaptées.

Marine Le Pen n'est pas en reste. Elle fut même l'une des premières à réagir au #PasDeVague parlant « d'ensauvagement en milieu scolaire » et dénonçant le déclin inexorable de l'éducation nationale, discours traditionnel de l'extrême-droite. Dans son sillon, tout y est passé, de « l'esprit de 68 », à « l'islamisation de la société » en passant par les « pédagogistes » responsables de tous les maux de l'école et de « la culture de l'excuse ». Pêle-mêle certainEs en ont profité pour régler leurs comptes en attaquant la moindre forme de pédagogie progressiste, émancipatrice et respectueuse des enfants.

Il faut dire que celle qui vantait les qualités du ministre il y a à tout juste un an en déclarant que « le phénomène Blanquer » constituait « une victoire idéologique notable pour le FN et une défaite cuisante des sociologues et des pédagogistes qui avait (...) pris possession de l'institution scolaire », doit être quelque peu amère de voir ce dernier si-phonner son discours et une bonne partie de son programme élaboré par le collectif Racine. **Parmi les mesures annoncées conjointement par les ministères de l'Education nationale, de l'intérieur et de la justice, ce vendredi 26 octobre, aucune n'est de nature éducative.**

\* SUD éducation 13 a choisi de transférer ses textes. Leurs lecture n'en est pas plus difficile, elle est juste politique parce qu'elle inclut les invisibles: les minorités de sexe et de genre.

Après l'interdiction du téléphone portable, au lycée cette fois ci, **c'est l'ouverture de 20 nouveaux Centres Educatifs Fermés CEF, déjà programmée par le ministère de la justice, qui est mise en avant.** Quelque soit l'utilité de ces centres qui représentent une alternative à l'incarcération des mineurEs, ceux-ci ne constituent pas une solution pour réduire et prévenir les actes de violences à l'école. Par ailleurs, l'ouverture de ces 20 centres, qui pourront accueillir chacun une douzaine de jeunes, coûterait près de 40 millions d'euros, soit 1150 emplois d'enseignantEs et le double d'AssistantEs d'Education. C'est pourtant le manque de personnels et d'encadrement qui cause le plus de difficultés dans les établissements scolaires.

La simplification des conseils de discipline pose quant à elle de nombreuses questions. Cette instance représentative est encadrée par des principes juridiques et éthiques précis qui sont autant de garde-fous. Une telle annonce fait craindre la mise en place de procédures expéditives, au mépris du droit, qui ne régleront rien au problème. Bien au contraire une telle décision risque de banaliser l'exclusion et d'augmenter le nombre d'élèves poly-exclus qui sont bien plus difficiles à accompagner.

Nous en saurons plus mardi 30 octobre, mais la suppression des allocations familiales pour les familles des élèves sanctionnéEs pourrait faire son retour. Outre le fait qu'elle soit parfaitement abjecte et cible les populations les plus modestes ce type de mesures a montré toute son inutilité comme l'illustre l'exemple du Royaume-Uni. On a du mal à comprendre comment celle-ci pourrait venir à bout des maux qu'elle prétend combattre puisqu'elle renforce les difficultés sociales des familles ainsi mises au ban.

De toute évidence, les mesures annoncées par les trois ministères n'ont pas pour objectif de répondre aux besoins des personnels de l'éducation mais plutôt aux peurs instrumentalisées de l'opinion publique. En témoigne, par exemple, l'éventualité de la présence de forces de police dans les établissements scolaires jugés les plus sensibles, quitte à stigmatiser encore un peu plus certains quartiers et leurs habitants, ou encore, la possibilité de

l'encadrement des élèves aux comportements les plus difficiles par des militaires dans ce qui s'apparenterait à des centres de redressement. **Aucun personnel de l'éducation ne peut accepter de telles décisions, ni même penser qu'il s'agit là de solutions.** Mais cela le ministère le sait très bien.

Car si **ce plan interministériel se moque parfaitement des personnels qui ont exprimé leur souffrance et ne résoudra rien sur le terrain, il est en tout cas une belle réussite sur le plan médiatique pour le ministère.** Un sondage Odoxa, réalisé à chaud, annonce que 91 % des FrançaisEs estiment qu'il existe un climat de violence généralisée dans les établissements scolaires, alors même que les collègues de ce lycée de Créteil qualifient, dans une magnifique tribune, cet événement « d'acte isolé et insensé ». Dans la foulée une très grande majorité des interrogéEs juge le ministre de l'Education compétent et efficace et se disent prêt à défendre des mesures radicales en matière de sécurité. **Quelle sera la prochaine étape ? Qui franchira un nouveau cap dans l'escalade sécuritaire ?** Cet arsenal répressif et démagogique est un pas supplémentaire dans la banalisation des idées et des fantasmes de l'extrême-droite !

**Ne laissons pas l'extrême droite récupérer et polariser les discours sur l'école, ni les solutions sécuritaires et réactionnaires confisquer les débats. Nous n'avons pas besoin de plus de sanctions, de plus de prisons, de plus de violence, de plus de répression, nous avons besoin de plus de justice et surtout de plus de moyens. Un encadrement à la hauteur des besoins, des établissements à taille humaine, des personnels formés et reconnus, une pédagogie toujours plus émancipatrice et respectueuse des enfants, voilà de quoi mettre fin à la violence produite sous toutes ses formes par l'institution scolaire. Tout un projet qu'il nous faudra porter toutes et tous ensemble face au programme libéral et conservateur d'un ministère qui cherche à détourner les colères.**